

Station d'épuration de Lausanne Vidy
Renouvellement de la ligne d'incinération des
boues d'épuration



Conditions générales pour l'attribution de contrats d'entreprise

Soumissionnaire :

Entreprise (pilote en cas de groupement) :

Date :

Signature :

EPURA SA

**Station d'épuration de Lausanne Vidy
Renouvellement des filières de traitement des eaux usées et des boues
d'épuration**

Conditions générales pour l'attribution de contrats d'entreprise

Les présentes «Conditions générales pour l'attribution de contrats d'entreprise» contiennent des modifications et des compléments dérogeant à la norme sia 118 : édition 2013. Elles s'appliquent aux contrats passés par Epura SA dans le cadre du projet de renouvellement de la ligne d'incinération des boues d'épuration à la station d'épuration des eaux usées (STEP) de Vidy. En cas de contradiction, elles priment sur la norme sia 118, dont elles suivent cependant la systématique et la numérotation.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

- Maître d'ouvrage (Maître)
- Direction générale de projet (DGP)
- Direction des travaux (DT)
- Code des obligations (CO)
- Entrepreneur selon sia 118 (Entrepreneur), également synonyme de « Fournisseur » tel qu'utilisé dans les conditions techniques générales et conditions techniques particulières
- Conditions techniques générales (CTG)
- Conditions techniques particulières (CTP)

Table des matières	Page
1 CONTRAT D'ENTREPRISE EN GENERAL	8
1 2 Conclusion du contrat	8
1 2 1 Modes de conclusion	8
1 2 2 Appel d'offres en général	8
1 2 3 Dossier d'appel d'offres	8
1 2 4 Offre de l'entrepreneur	9
1 2 6 Acceptation par le maître	9
1 2 8 Ordre de priorité des documents du contrat	9
1 3 Obligations des parties contractantes	10
1 3 3 Devoirs d'avis de l'entrepreneur	10
1 3 4 Obligations d'assurance de l'entrepreneur / du mandataire	10
1 4 Participation de plusieurs entrepreneurs	10
1 4 1 Consortium (communauté de travail)	10
1 4 2 Sous-traitants	11
1 5 Représentation des parties contractantes	12
1 5 1 Représentation du maître	12
1 6 Litiges et for	12
2 REMUNERATION DES PRESTATIONS DE L'ENTREPRENEUR	13
2 1 Prix unitaires globaux et forfaitaires	13
2 1 1 Généralités	13
2 2 Travaux en régie	13
2 2 1 Condition préalable	13
2 2 3 Rémunération des travaux en régie	13
2 3 Circonstances particulières	14
2 3 1 Généralités	14
2 3 2 Cas particuliers	14
2 5 Modification de la rémunération par la suite d'une variation de la base de calcul (renchérissement), généralités	14
2 5 2 Méthode	14
3 MODIFICATION DE COMMANDE	15

3 1	Droit du maître	15
3 3	Conséquences pour les prestations à prix unitaires	15
3 31	Modification des quantités	15
4	EXECUTION DES TRAVAUX	16
4 1	Délais	16
4 14	Prolongation des délais	16
4 3	Mesures de protection et de précaution	16
4 31	Principe	16
4 32	Mesures de sécurité particulières	16
4.34	Protection des biens voisins	16
4 35	Protection de l'environnement	17
4 4	Exécution proprement dite	17
4 42	Chantier et accès	17
4 43	Installations de chantier	20
4 44	Energie, eaux et eaux usées	22
4 46	Essais de charge et autres contrôles	26
5	METRES, ACOMPTES, GARANTIES ET DECOMPTE FINAL	27
5 2	Acomptes	27
5 3	Garanties à fournir par l'entrepreneur jusqu'à la réception de l'ouvrage	28
5 4	Décompte final	28
6	RECEPTION DE L'OUVRAGE ET RESPONSABILITE POUR LES DEFAUTS	29
6 1	Réception de l'ouvrage	29
6 12	Avis d'achèvement des travaux ; vérification commune	29
6 13	Réception de l'ouvrage vérifié	29
6 14	Réception sans vérification	29
6 2	Responsabilité pour les défauts	29
6 23	Responsabilité de l'entrepreneur dans des cas particuliers	29
6 3	Délai de dénonciation des défauts	29
6 31	Objet et durée	29
6 34	Vérification finale	30
6 4	Situation à l'expiration du délai de dénonciation des défauts	30
6 42	Responsabilité pour les défauts cachés	30

6 6	Garanties à fournir par l'entrepreneur après la réception	30
6 61	Cautionnement solidaire / garantie	30
6 62	Garantie en espèces	30
7	EXTINCTION PREMATUREE DU CONTRAT ET DEMEURE DU MAÎTRE	31
7 2	Cas particuliers	31
7 24	Pertes de l'ouvrage	31
7 3	Demeure du maître	31
8	ANNEXES	32
8 1	Bases légales et normes	32
8 2	Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE)	35
8 3	Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN)	35
8 4	Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC)	35
8 5	Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux)	35
8 6	Ordonnance sur la protection des eaux (OEaux)	35
8 7	Ordonnance sur la protection de l'air (OPair)	35
8 8	Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB)	35
8 9	Ordonnance sur le traitement des déchets (OTD)	35
8 10	Ordonnance sur les mouvements de déchets (OMoD)	35
8 11	Ordonnance sur les atteintes portées aux sols (OSol)	35
8 12	Ordonnance sur l'assainissement des sites pollués (Ordonnance sur les sites contaminés, OSites)	35
8 13	Loi sur la gestion des déchets	35
8 14	Règlement d'application de la loi du 5 septembre 2006 sur la gestion des déchets (RLGD)	35
8 15	Loi forestière (LVLFo)	35
8 16	Règlement d'application de la loi forestière du 19 juin 1996 (RLVLFo)	35
8 17	Loi sur la protection des eaux contre la pollution (LPEP)	35
8 18	Règlement d'application de la loi du 17 septembre 1974 sur la protection des eaux contre la pollution (RLPEP)	35
8 19	Loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS)	35
8 20	Règlement d'application de la loi du 10 décembre 1969 sur la protection de la nature, des monuments et des sites (RLPNMS)	35

8 21	DCPE 872 – Directive cantonale - Gestion des eaux et des déchets de chantier, SESA septembre 2008	36
8 22	DCPE 874 – Directive cantonale - Déchets de démolition des routes, DGE, novembre 2013	36
8 23	Déchets et eaux de chantier, DGE, mai 2013	36
8 24	Environnement appliqué EA1 – Principes pour le stockage et l'installation de récipients, conteneurs cadres et citernes mobiles, contenant des liquides pouvant polluer les eaux, SESA, novembre 2006	36
8 25	Environnement appliqué EA2 - Principes pour l'installation, l'authentification et l'entretien de postes de distribution mobiles de carburant diesel	36
8 26	Formulaire 71 – Gestion des déchets de chantier, DGE, janvier 2014	36
8 27	Plan d'installation de chantier, PE-Z00-99-GSSX-GC-PME-004-E, 7 juillet 2016	36
8 28	Loi fédérale sur le travail dans l'industrie, dans l'artisanat et dans le commerce (LTR)	36
8 29	Ordonnance 3 relative à la loi sur le travail (Hygiène, OLT 3)	36
8 30	Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (Ordonnance sur la prévention des accidents, OPA)	36
8 31	Ordonnance sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (OTConst)	36
8 32	Gestion de la sécurité : améliorer la sécurité – réduire les coûts, suvapro, juillet 2013	36
8 33	Manuel d'application de la directive sur le bruit des chantiers, Cercle bruit, août 2005	36
8 34	Règlement de prévention des accidents dus aux chantiers (RPAC)	36
8 35	Directive relative à l'appel à des médecins du travail et autres spécialistes de la sécurité au travail (MSST), CFST, janvier 2007	36
8 36	Schéma de calcul SSE	37
8 37	Schéma des charges sur salaire SSE	37
8 38	Modèle « Ordre de travail »	37
8 39	Modèle de document – Sous-traitant dont le siège ou le domicile est en Suisse	37
8 40	Modèle de document – Sous-traitant dont le siège ou le domicile est à l'étranger	37

1 CONTRAT D'ENTREPRISE EN GENERAL

1 2 Conclusion du contrat

1 21 Modes de conclusion

Art. 3 al. 1

La conclusion du contrat et ses compléments ou modifications nécessitent la forme écrite.

1 22 Appel d'offres en général

Art. 4 al. 3

La mise en soumission et l'adjudication des travaux sont régies par les règles municipales concernant l'adjudication des travaux de la Commune de Lausanne et des fournitures qui s'y rapportent.

Art. 5 al. 3

Font notamment partie des conditions locales que le maître examine : les ouvrages voisins, les installations destinées au trafic et à d'autres fins, la nappe phréatique et les sources, les conduites aériennes et souterraines (par ex. conduites électriques de courant à haute et basse tension, de gaz, d'eau et d'hydrocarbure). Les renseignements fournis ont valeur indicative, l'entrepreneur ayant l'obligation de procéder aux recherches nécessaires (art. 25 al. 3 et art. 110 al. 1).

1 23 Dossier d'appel d'offres

Art. 7 al. 2

Les documents de soumission comprennent, en principe, les pièces suivantes :

1. (supprimé);
2. les conditions particulières à l'ouvrage : on entend par là toutes les conditions dictées notamment par l'emplacement de l'ouvrage, la nature du sol, le programme des travaux et la destination des ouvrages; sont également des conditions particulières : les conditions locales (art. 5), la date du début des travaux et les délais à respecter; les indications sur les biens-fonds et les droits à disposition (art. 13), sur les raccordements (art. 14);
3. la série de prix (art. 8) ou le descriptif (art. 12);
4. les plans et documents techniques éventuels;
5. les conditions générales qui s'appliquent à l'offre et au contrat, notamment :
 - a) les normes de la sia, ainsi que les normes établies par d'autres associations professionnelles en accord avec la sia,
 - b) les autres normes établies par d'autres associations professionnelles.

Art. 8 al. 3

La série de prix indique pour chaque article (prestation) quel genre de prix doit être choisi (art. 38 ss). Les articles doivent être présentés de telle manière que l'entrepreneur n'ait qu'à indiquer les prix qu'il offre et, le cas échéant, la nature des produits et matériaux proposés.

Art. 9 al. 1

La série de prix doit comprendre des articles spéciaux pour les installations de chantier (art. 43 et 123) et pour les dispositions relatives au logement et au ravitaillement de la main-d'œuvre (art. 109). Cette disposition est applicable pour autant que le coût des installations ainsi que leurs frais d'exploitation ne soient pas déjà compris dans les prix unitaires des travaux.

Pour les bâtiments, des articles spéciaux pour les échafaudages de façade et de ravalement doivent en outre être prévus.

1 24 Offre de l'entrepreneur

Art. 17

L'entrepreneur est lié par son offre pendant vingt-quatre mois à compter de l'expiration du délai fixé pour le dépôt de l'offre.

1 26 Acceptation par le maître

Art. 19 al. 1

Le maître qui accepte une offre informe son auteur qu'il lui adjuge l'exécution des travaux mis en soumission, aux conditions figurant dans l'offre. Toute communication verbale doit être confirmée par écrit. (La fin de la phrase est supprimée.)

1 28 Ordre de priorité des documents du contrat

Art. 21 al. 1

Après avoir accepté l'offre (art. 19), le maître rédige le texte du contrat en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire.

En cas de contradiction entre les divers documents, l'ordre de priorité s'établit comme suit :

1. le texte du contrat, signé par les deux parties, y compris les éventuels procès-verbaux de clarification de l'offre ;
2. les conditions générales ;
3. les conditions techniques générales ;
4. les conditions techniques particulières ;
5. l'offre de l'entrepreneur et les autres documents de soumission qu'il a complétés avec leurs annexes ; d'éventuelles conditions générales et/ou particulières de l'entrepreneur, de ses sous-traitants ou fournisseurs qui auraient été fournies avec son offre sont considérées comme nulles et non avenues et ne sont donc pas prises en considération
6. les normes établies par d'autres associations professionnelles.

Art. 21 al. 3

Les clauses qui, en vertu de la présente norme, doivent figurer dans le texte du contrat (art. 33 al. 2 et 4; 93 al. 2; 113; 190 al. 1) ne sont pas valables si elles se trouvent dans d'autres documents. (La suite de l'alinéa 3 est supprimée.)

1 3 Obligations des parties contractantes

1 33 Devoirs d'avis de l'entrepreneur

Art. 25 al. 3

L'entrepreneur est tenu de vérifier les plans qui lui ont été remis et d'examiner le terrain à l'emplacement de l'ouvrage. Les renseignements fournis dans les documents de soumission n'ont qu'un caractère indicatif. Si l'entrepreneur constate des erreurs ou d'autres défauts, il doit en donner immédiatement avis conformément aux alinéas 1 et 2, en rendant la DT attentive aux conséquences pouvant en résulter (avis formel).

1 34 Obligations d'assurance de l'entrepreneur / du mandataire

Art. 26 al.1

Dans le cadre du chantier en relation avec les présentes conditions générales, le Maître de l'ouvrage a conclu un contrat spécifique d'assurances couvrant l'ensemble des partenaires (Maître d'ouvrage, DT, mandataires et adjudicataires) tant pour les risques responsabilité civile que Construction / Montage.

L'entrepreneur participe au paiement des primes proportionnellement au montant de leurs travaux. La retenue de 0.5% est opérée sur chaque acompte et/ou lors du décompte final.

En cas de sinistre éventuel, tant les franchises que les dommages éventuellement non couverts seront supportées par les partenaires responsables ou répartis entre les partenaires impliqués dans l'événement.

La participation obligatoire à un tel contrat spécifique ne décharge en rien l'entrepreneur de sa responsabilité légale, contractuelle ou issue de normes diverses, envers le Maître ou tout autre tiers.

Le chantier objet du présent contrat étant assuré par le Maître d'ouvrage, les éléments pris en compte pour le calcul de la prime définitive et concernant les mêmes risques couverts n'ont pas à être déclarés au propre assureur de l'entrepreneur.

1 4 Participation de plusieurs entrepreneurs

1 41 Consortium (communauté de travail)

Art. 28

Le regroupement d'entreprises en vue de créer un consortium est autorisé. Le nombre d'entreprises participant à un consortium ne peut pas dépasser quatre. Les entreprises indiquent leur participation respective au consortium et désignent l'entreprise qui en assure le pilotage et la

représentation à l'égard des tiers et du maître. Une copie de la convention qui lie les entreprises membres du groupement est remise au maître.

La valeur du marché pour lequel le consortium soumissionne ne doit pas représenter plus de 30% de la somme des chiffres d'affaires des membres du consortium. Chaque entreprise membre du consortium apporte la preuve du chiffre d'affaires par la remise d'un document officiel de son organe de révision.

La valeur du marché pour lequel une entreprise seule soumissionne ne doit pas représenter plus de 30% de son chiffre d'affaires. L'entreprise soumissionnaire apporte la preuve du chiffre d'affaires par la remise d'un document officiel de son organe de révision.

1 42 Sous-traitants

Art. 29 al. 3

L'entrepreneur a le droit de faire appel à un sous-traitant lorsque le contrat le prévoit, soit de manière générale, soit pour un travail déterminé. Si le contrat ne prévoit rien, l'entrepreneur doit obtenir le consentement préalable et exprès du maître. (La fin de la phrase de l'alinéa 3 est supprimée.)

L'entrepreneur indique clairement la partie du marché qu'il entend sous-traiter, ainsi que le pourcentage que cela représente du montant de son offre.

Le nom des entreprises sous-traitantes doit être annoncé dans l'offre déposée. Les entreprises sous-traitantes doivent remplir les mêmes conditions que celles imposées aux entreprises, notamment : la garantie de l'égalité de traitement entre hommes et femmes, le respect des dispositions relatives à la protection de l'environnement, le respect des dispositions relatives à la santé et la sécurité, le respect de la législation sur le travail plus particulièrement en matière de travail au noir, de travail forcé/contraint et de personnel mineur, la preuve d'intégrité morale, en particulier en prenant des mesures pour lutter contre la corruption.

Le maître se réserve le droit de refuser un sous-traitant proposé par l'entreprise sans conséquences financières pour le maître.

Les sous-traitants sont tenus d'autoriser le maître à prendre tout renseignement pouvant attester du respect de ces conditions.

L'entrepreneur qui recourt à des sous-traitants acceptés par le maître est tenu d'imposer à ces derniers le respect de ces conditions. Les normes applicables en matière de sous-sous-traitance doivent également être respectées.

Le pourcentage total de la valeur des prestations sous-traitées ne doit pas dépasser le 30% du montant de l'offre déposée. Tout dépassement de cette limite est soumis à autorisation du maître.

Le sous-traitant peut à son tour sous-traiter dans le respect des conditions applicables à l'entrepreneur.

1 5 Représentation des parties contractantes

1 51 Représentation du maître

Art. 33

Le maître est représenté par la direction générale de projet (DGP).

La DGP a une compétence financière plafonnée à Fr. 50'000.- par cas.

La DGP est représentée par la direction des travaux (DT).

La DT n'a pas de compétence financière.

Toute prestation de l'entrepreneur effectuée hors du cadre de l'offre et des prix déposés fera l'objet d'une offre complémentaire ou d'une prestation en régie. Aucune dérogation ne sera accordée. Toute prestation engagée ou exécutée hors de ce montant, sans aval signé de la DGP et contrôlé par la DT, sera refusée et sera portée au compte de l'entrepreneur ou, le cas échéant, en déduction des prestations de la DT si cette dernière a outrepassé ses compétences financières.

1 6 Litiges et for

Art. 37 al. 2

Sauf convention contraire, les litiges opposant les parties seront jugés par les tribunaux ordinaires.

Le for est à Lausanne.

2 REMUNERATION DES PRESTATIONS DE L'ENTREPRENEUR

2 1 Prix unitaires globaux et forfaitaires

2 1 1 Généralités

Art. 38

L'entrepreneur remet à la DT pour chaque fin de mois au maximum une facture concernant les prestations du mois écoulé. L'échéancier de paiement prévu à l'art. 144 al. 2 s'applique à l'entrepreneur chargé de concevoir, fournir, monter et mettre en service les équipements électromécaniques. L'entrepreneur utilise le modèle de facture et le libellé d'adresse de facturation indiqués par la DT lors de l'établissement du contrat.

2 2 Travaux en régie

2 2 1 Condition préalable

Art. 44

Le maître applique la norme sia 118, art. 44-57 (modification art. 45, 54, 55), en complément à l'art. 45 al. 1. Aucun travail ne peut être exécuté avant qu'un formulaire d'ordre de travail (voir annexe 8 38 Modèle « Ordre de travail ») ait été rempli précisant la nature et l'ampleur du travail ainsi que son coût estimatif. Le formulaire d'ordre de travail émis par l'entrepreneur doit être avalisé par la DGP et confirmé par la DT avant le début des travaux. Celui-ci est ensuite joint au rapport de régie.

Art. 45 al. 1

Les travaux en régie non prévus par le contrat (art. 44 al. 1) ne peuvent être exécutés qu'avec l'assentiment écrit respectivement de la DGP ou de la DT; l'al. 2 est réservé.

2 2 3 Rémunération des travaux en régie

Art. 54

Dans les travaux en régie, on ne tient compte des réductions générales accordées au maître que si le contrat le prévoit expressément et en fixe les modalités.

Les rabais tarifaires sont accordés dans tous les cas sur l'ensemble des factures de régie, sans préjudice des rabais et escomptes déjà consentis sur les prestations de base.

En dérogation à cet article, on applique les réductions accordées sur la base du contrat cumulées aux rabais accordés sur les tarifs de régie selon art. 55.

Art. 55

Les travaux en régie sont soumis à une retenue identique à celle prévue dans le contrat.

L'année de dépôt de l'offre est déterminante pour la facturation des travaux en régie. Un rabais est accordé au maître pour les travaux en régie selon les catégories suivantes :

- Salaires 5 %

- Matériaux 10 %
- Inventaires 15 %
- Transport 15 %
- Tiers selon schéma SSE

2 3 Circonstances particulières

2 31 Généralités

Art. 58 al. 2

En cas de faute du maître, l'entrepreneur a droit à une rémunération supplémentaire fixée selon les articles 86 à 91. (La suite de l'alinéa 2 est supprimée.)

2 32 Cas particuliers

Art. 59

Les circonstances extraordinaires doivent être annoncées sans retard par écrit. L'art. 373 al. 2 CO est réservé. (Ce texte remplace l'art. 59 de la norme sia 118.)

Art. 60 al. 2

Sauf convention contraire, les indemnités pour intempéries sont comprises dans les prix de l'offre.

2 5 Modification de la rémunération par la suite d'une variation de la base de calcul (renchérissement), généralités

2 51 Principe

Art. 64

L'article 64 et les articles 65 à 68 sont annulés. Il n'y pas de modification de la rémunération par suite d'une variation de la base de calcul (renchérissement).

3 MODIFICATION DE COMMANDE

3 1 Droit du maître

Art. 84 al. 1

Le maître a le droit d'exiger, par des ordres ou par la modification des plans, que l'entrepreneur exécute ses prestations d'une autre manière que convenu, qu'il les exécute en plus ou moins grande quantité ou qu'il ne les exécute pas du tout; le maître ne peut exercer ce droit que si le caractère général de l'ouvrage ne s'en trouve pas modifié. Sous cette même condition, le maître peut faire exécuter des prestations non prévues par le contrat. Lorsque le maître renonce à faire exécuter ce travail par l'entreprise adjudicataire, il a le droit de le confier à un tiers. Dans ce cas, l'entrepreneur a droit à une indemnité pour les frais qu'il prouve avoir déjà supportés.

3 3 Conséquences pour les prestations à prix unitaires

3 31 Modification des quantités

Art. 86

Les quantités mises en soumission étant indicatives, celles-ci peuvent être augmentées ou réduites sans que les parties puissent exiger une modification des prix unitaires ou prétendre à des dommages-intérêts.

Lorsque des quantités ne peuvent pas être fixées lors de l'appel d'offres pour des motifs qui tiennent à la technique de construction, le prix convenu s'applique dans ce cas quelle que soit la quantité exécutée. (Ce texte remplace l'art. 86 de la norme sia 118.).

Art. 87 al. 4

Lorsque les parties ne parviennent pas à s'entendre, la DGP peut faire exécuter les prestations concernées en régie ou les confier à un tiers en indemnisant l'entrepreneur, à concurrence des frais que celui-ci prouve avoir déjà supportés.

Art. 87 bis

Toute prestation de l'entrepreneur effectuée hors du cadre de l'offre et des prix déposés fera au préalable l'objet d'une offre complémentaire.

L'offre complémentaire doit parvenir à la DT au moins dix jours avant l'exécution prévue. La DT contrôle que l'offre soit conforme, la vise, la transmet à la DGP pour visa, et à partir de ce moment, le travail est libéré. Si l'entrepreneur exécute ses prestations sans accord écrit de la DGP, les coûts de ces prestations ne sont pas pris en charge par le maître.

Afin de permettre à la DT une analyse de l'offre complémentaire, celle-ci se base sur le schéma des charges sur salaires SSE (voir annexe 8 37 Schéma des charges sur salaire SSE) et le schéma de calcul SSE (voir annexe 8 36 Schéma de calcul SSE) remis par l'entrepreneur dans son offre.

4 EXECUTION DES TRAVAUX

4 1 Délais

4 14 Prolongation des délais

Art. 96 al. 1

Lorsque l'exécution de l'ouvrage dure plus longtemps que prévu, sans que l'entrepreneur ait commis de faute, et en dépit des mesures complémentaires qu'il a prises en vertu de l'art 95, les délais contractuels sont prolongés de manière appropriée. L'entrepreneur n'a cependant droit à une prolongation que s'il a immédiatement avisé la DT, conformément à l'art. 25, du retard accusé et de sa cause; il n'est libéré de ce devoir d'avis que s'il démontre que la DT connaissait déjà le retard et sa cause.

4 3 Mesures de protection et de précaution

4 31 Principe

Art. 103

Jusqu'à réception de l'ouvrage (art. 157 ss), l'entrepreneur prend toutes les mesures prescrites par la loi ou recommandées par l'usage pour protéger les personnes et leur santé, de même que la propriété du maître et des tiers. Dans tous les genres de contrats, les dépenses ainsi occasionnées sont incluses dans les articles réservés aux installations de chantier (art. 9), à moins qu'elles ne fassent l'objet d'articles spéciaux.

4 32 Mesures de sécurité particulières

Art. 104

L'entrepreneur joint à son offre un plan hygiène et sécurité qui décrit notamment les mesures qu'il entend mettre en place pour protéger ses collaborateurs lors d'intempéries, neige et froid ainsi que lors de fortes chaleurs.

4.34 Protection des biens voisins

Art. 110 al. 1

L'entrepreneur veille à ne pas porter atteinte par ses travaux aux ouvrages, installations, conduites, nappes et sources situés dans le voisinage; il donne à cet effet les instructions nécessaires. Conformément aux art. 5 et 25, l'entrepreneur a l'obligation de procéder aux recherches nécessaires à ce sujet.

Art. 110 al. 2

L'entrepreneur annonce sans délai à la DT tout dommage constaté (par ex. infiltration, corrosion). De plus, le cas échéant, il en informe immédiatement le service communal ou le propriétaire concerné.

4 35 Protection de l'environnement

Art 112

Suivi environnemental

Le maître met en place un suivi environnemental (SER). Le SER doit garantir que les mesures en faveur de la protection de l'environnement sont prises et appliquées de manière compétente et adéquate.

Tous les intervenants veillent à ce que les mesures relatives aux critères environnementaux soient mises en œuvre conformément à la législation et aux engagements des entreprises.

Air

L'entrepreneur privilégiera l'utilisation de machines et appareils peu polluants (technologie récente, entretien régulier, moteurs électriques lorsque cela est possible, etc.), le maintien de l'humidité et/ou le confinement des matériaux émetteurs de poussières, la démolition des objets en éléments aussi gros que possible, etc.

Bruit

Le chantier se situe à moins de 300 m de récepteurs sensibles (DSII). Il est organisé de manière à limiter autant que possible les immissions de bruit dans les zones sensibles. Les personnes travaillant sur le chantier sont rendues attentives à l'importance de la réduction des émissions sonores (arrêt des machines inutilisées, suppression des bruits impulsifs inutiles, etc.).

4 4 Exécution proprement dite

4 42 Chantier et accès

Art. 117

Accès chantier

Des accès de chantier sont créés spécifiquement, indépendamment de l'entrée principale de la STEP (voir annexe 8 27 Plan d'installation de chantier, PE-Z00-99-GSSX-GC-PME-004-E, 7 juillet 2016). Cette dernière est réservée exclusivement à l'exploitation de la STEP. Les accès de chantier sont équipés de décrotteurs (lavage camions) et d'un poste de surveillance afin d'assurer le contrôle d'accès au chantier.

Surveillance et sécurité du chantier

Tout le personnel intervenant sur le site a l'obligation de suivre un cours d'instruction sur la sécurité du site. Les personnes qui ne sont pas au bénéfice de cette formation n'ont pas accès au chantier. L'entrepreneur signe le plan général de coordination sécurité (voir annexe 8 41 Plan général de coordination sécurité, TP-Z00-99-ECOS-GE-PCN-001-c-PGCS v060818, du 6 août 2018) par lequel il s'engage à former ses collaborateurs.

Tous les véhicules autorisés à entrer sur le site doivent s'enregistrer auprès du poste de surveillance afin d'obtenir un numéro d'identification.

Le maître impose à l'entrepreneur, à ses sous-traitants et à tout autre intervenant sur le chantier un système de carte de contrôle (badge) donnant l'accès au site et à ses dépendances et

permettant de procéder aux vérifications prévues par l'art.5 al. 3 LDét. et 8a à 8c ODét. L'entrepreneur intègre cette clause et les obligations qui en découlent dans le contrat qu'il conclut avec ses sous-traitants et impose à ces derniers qu'ils procèdent de même avec leurs propres sous-traitants. L'entrepreneur et l'ensemble des sous-traitants font signer à leurs collaborateurs une attestation selon laquelle ceux-ci donnent leur consentement au traitement de leurs données personnelles dans le cadre de la mise en œuvre du système de carte de contrôle (badge).

Les collaborateurs des entreprises et sous-traitants affiliés à la Fédération vaudoise des entrepreneurs (FVE) passent par le portail Myentrepreneur.ch et utilisent la carte professionnelle émise par les Commissions Professionnelles Paritaires (CPP).

Toutes les autres entreprises et sous-traitants s'adressent à l'Association des Commissions Professionnelles Paritaires de l'Industrie Vaudoise de la construction (Assoc CPP) pour adhérer à la carte professionnelle. Après validation du respect de la CCT auprès de la CPP du métier correspondant (si l'entreprise est assujettie à une CCT) l'Assoc CPP prend contact avec l'entreprise pour l'autoriser à commander des cartes pour ses travailleurs. Les entreprises non assujetties à une CCT prennent également contact avec l'Assoc CPP.

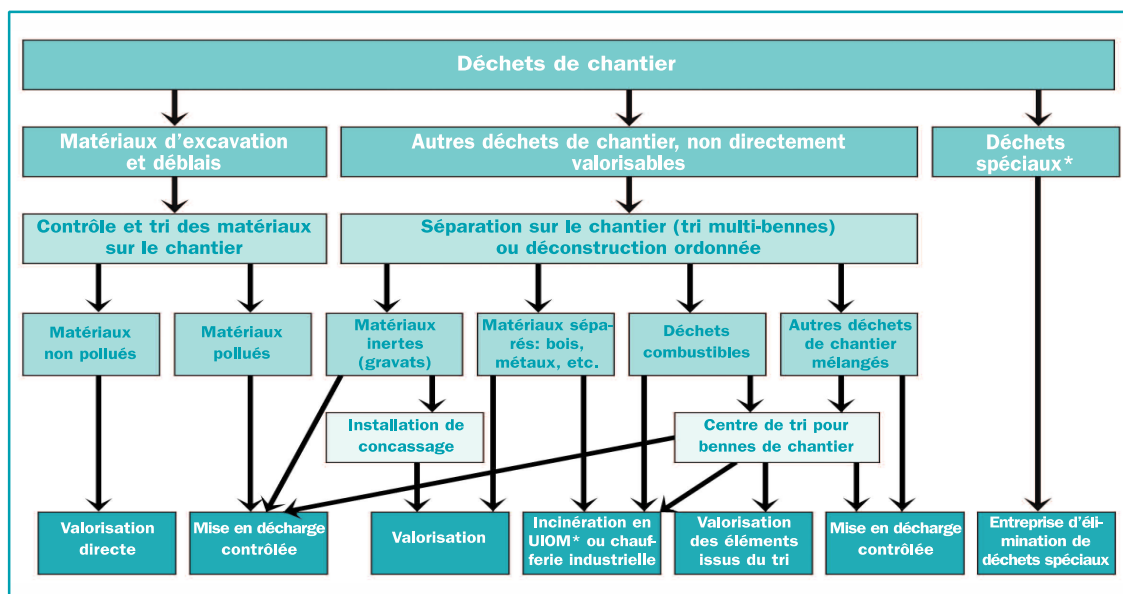
Une infraction aux dispositions ci-dessus entraîne une sanction consistant en l'exclusion du collaborateur concerné du chantier. L'entrepreneur assumera les conséquences de cette sanction.

L'entrepreneur ne peut pas se prévaloir de prétentions envers le Maître si l'accès au site lui est refusé parce que la carte professionnelle ne lui a pas été remise ou si cette dernière lui a été remise tardivement. L'obtention de la carte professionnelle ne décharge pas l'entrepreneur du respect des obligations légales et des exigences du Maître.

Art. 118

Gestion des déchets

Les matériaux et déchets issus des activités de chantier sont triés et évacués selon des filières conformes à la législation, en application du schéma général de gestion des déchets de chantier ci-dessous.



Conformément aux principes de la législation fédérale, il convient de limiter la production de déchets de chantier, de les recycler dans la mesure du possible ou de les éliminer d'une manière respectueuse de l'environnement.

Déchèterie de chantier

Une déchèterie commune est mise en place (voir annexe 8 27 Plan d'installation de chantier, PE-Z00-99-GSSX-GC-PME-004-E, 7 juillet 2016). L'entrepreneur et tous les autres intervenants sont tenus d'acheminer tous leurs déchets à la déchèterie commune.

L'entrepreneur est tenu de trier les matériaux selon leur nature, en distinguant notamment les fractions suivantes :

- inertes : pierres, graves, tuiles, briques ciments, faïence, béton, mortier, etc. ;
- inertes recyclables ;
- inertes non recyclables ;
- tous déchets de bois (massif, croisé, aggloméré, lamellé collé) ;
- métaux : tous métaux ferreux et non ferreux ;
- câbles électriques, papier et carton non souillés ;
- laine minérale: laine de verre (type Isover), laine de pierre (type Flumroc) ;
- mousse polyéthylène et déchets de PSE: tous les types de mousses PE propres, transparentes et sans taches, déchets de plaques d'isolation ou matériaux d'emballage en polystyrène expansé.

Sont considérés comme incinérables tous les matériaux combustibles qui n'entrent pas dans les autres catégories de déchets, soit principalement les matériaux plastiques non recyclables, les matériaux combustibles souillés ainsi que les matériaux composites.

Dans le cas où l'entrepreneur ne respecte pas les règles de tri des déchets, le maître se réserve le droit d'adapter le prorata.

La déchèterie commune ne prend pas en charge les matériaux de construction, de démolition, de terrassement, les matériaux pollués issus d'excavation et de déblais, les déchets spéciaux. L'élimination de ces déchets est à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur remet à la DT le formulaire 71 de la Direction générale de l'environnement (DGE) "Gestion des eaux et des déchets de chantier" complété avant le début des travaux (voir annexe 8 26 Formulaire 71 – Gestion des déchets de chantier, DGE, janvier 2014).

Les feux de déchets ainsi que l'enfouissement de déchets sont strictement interdits.

Déchets spéciaux

Les déchets spéciaux (restes de peintures, de colles et d'enduits synthétiques avec ou sans solvant, solvants, huiles usagées, etc.) sont repris par l'entrepreneur et éliminés conformément aux dispositions de l'Ordonnance sur les mouvements de déchets (OMoD). Ces déchets ne doivent être ni dilués, ni mélangés à d'autres catégories de matériaux, ni déversés dans la STEP.

4 43 Installations de chantier

Art. 123

Installations de chantier communes (voir annexe 8 27 Plan d'installation de chantier, PE-Z00-99-GSSX-GC-PME-004-E, 7 juillet 2016).

Pistes de chantier communes

Le maître met des pistes de chantier à disposition de l'entrepreneur. L'entrepreneur respecte les règles de circulation établies pour l'enceinte du chantier. Celui qui salit ou endommage les installations de chantier communes doit les (faire) nettoyer ou réparer.

Les installations de chantier communes comprennent les accès au chantier, les pistes de chantier, les salles de la DGP et de la DT, les salles de conférences ainsi qu'un pavillon d'information au public.

Zone(s) disponible(s) pour le(s) village(s) de chantier des entreprises

Le maître met à disposition une ou plusieurs zones de village de chantier pour toutes les entreprises ; leurs limites doivent être scrupuleusement respectées. Ces zones sont à disposition et à partager entre toutes les entreprises. En cas de conflit, la DT procède à un arbitrage.

Les entreprises restituent ces zones dans leur état initial, faute de quoi une participation financière à leur remise en état est demandée, au prorata des adjudications.

Tous les raccordements électriques et d'eaux à partir des points d'alimentation généraux installés par le maître sont à la charge des entreprises.

Stationnement des véhicules d'entreprises

Les véhicules d'entreprise stationnent à l'extérieur de l'enceinte de chantier aux frais de l'entrepreneur. Aucun véhicule n'est autorisé à stationner à l'intérieur de l'enceinte de chantier ou sur le domaine d'exploitation de la STEP.

Zones à disposition pour centrales à béton foraines

Le maître met à disposition des zones pour l'installation de centrales à béton foraines. Si les entreprises présentent ou suggèrent une zone différente, elles devront obtenir l'approbation de la DT. En cas de refus de celle-ci, aucune compensation financière ne peut être revendiquée auprès du maître.

Les entreprises restituent ces zones dans leur état initial, faute de quoi une participation financière à leur remise en état est demandée, au prorata des adjudications.

Tous les raccordements électriques et d'eaux à partir des points d'alimentation généraux installés par le maître sont à la charge des entreprises.

Zones pour le traitement des bétons de démolition

Le maître met à disposition une zone pour le traitement des bétons de démolition. Si les entreprises présentent ou suggèrent une zone différente, elles devront obtenir l'approbation de la DT.

En cas de refus de celle-ci, aucune compensation financière ne peut être revendiquée auprès du maître.

Les entreprises restituent cette zone dans leur état initial, faute de quoi une participation financière à sa remise en état est demandée, au prorata des adjudications.

Tous les moyens de protection de la surface dédiée au traitement des bétons de démolition ainsi que les raccordements électriques et d'eaux à partir des points d'alimentation généraux installés par le maître sont à la charge des entreprises.

Zones pour le traitement des matériaux pollués

Le maître met à disposition une zone pour le traitement des matériaux pollués. Si les entreprises présentent ou suggèrent une zone différente, elles devront obtenir l'approbation de la DT. En cas de refus de celle-ci, aucune compensation financière ne peut être revendiquée auprès du maître (voir plan en annexe).

Les entreprises restituent cette zone dans son état initial, faute de quoi une participation financière à sa remise en état est demandée, au prorata des adjudications.

Tous les moyens de protection de la surface dédiée au traitement des matériaux pollués ainsi que les raccordements électriques et d'eaux à partir des points d'alimentation généraux installés par le maître sont à la charge des entreprises.

Zone(s) disponible(s) pour l'entreposage d'équipements intégrant les ouvrages

Le maître met à disposition une zone d'une surface d'environ 500 m² pour l'entreposage d'équipements qui seront intégrés aux ouvrages.

Les entreprises restituent cette zone dans son état initial, faute de quoi une participation financière à sa remise en état est demandée, au prorata des adjudications.

Tous les moyens de protection de la surface dédiée à l'entreposage d'équipements intégrant les ouvrages ainsi que les raccordements électriques et d'eaux à partir des points d'alimentation généraux installés par le maître sont à la charge des entreprises.

Engins de manutentions et de levage

Le maître met à disposition un plan de principe pour l'installation d'engins de levage du gros œuvre, ceci à titre indicatif. Il indique les zones où les engins de levage doivent être montés sur des portiques afin de permettre le passage des véhicules d'exploitation et de chantier.

Les propositions des entreprises doivent être avalisées par la DT. En cas de refus de celles-ci, aucune compensation financière ne pourra être revendiquée. Des entreprises de travaux spéciaux œuvrent sur le site avant et pendant l'intervention des autres intervenants. Ces derniers tiennent compte des spécificités des engins de travaux spéciaux. Il est rappelé que le site se trouve à proximité d'une zone aérienne et d'une bretelle autoroutière.

L'entreprise du second œuvre travaillant avec des engins de levage s'accorde avec les entreprises déjà présentes utilisant des engins de levage fixes. En cas de conflit, la DT procède à un arbitrage. Aucune compensation financière ne peut être exigée du maître.

4 44 Energie, eaux et eaux usées

Art. 129

Alimentation en énergie électrique en général

Le maître met à disposition une armoire principale de distribution de 1000 A.

Alimentation en énergie électrique du gros œuvre I/II

L'armoire est située sur le site au lieu indiqué sur le plan en annexe (voir annexe 8 27 Plan d'installation de chantier, PE-Z00-99-GSSX-GC-PME-004-E, 7 juillet 2016). La puissance maximum à répartir entre toutes les entreprises est de 1000 A. Le maître prend en charge les frais de consommation électrique et les frais liés à la mise en place du point d'alimentation général.

Toute puissance supplémentaire est à la charge des entreprises.

Depuis le point d'alimentation général, tous les raccordements et distributions sont à la charge des entreprises.

Alimentation en énergie électrique du second œuvre

Le maître installe deux tableaux divisionnaires, d'une puissance maximum de 100 A chacun, par nouvel ouvrage qui sont destinés aux entreprises du second œuvre. De plus, il équipe l'intérieur des dits ouvrages d'un éclairage de chantier.

Art. 132

La responsabilité du maître ne saurait être engagée en cas d'interruption ou de restriction de fourniture d'énergie (eau, gaz, électricité).

Art. 133

Alimentation et évacuation des eaux

Le maître met à disposition un point d'alimentation en eau principal avec une pression maximale de sept bars.

Alimentation en eau du gros œuvre I/II

Le point d'alimentation principal en eau est situé sur le site au lieu indiqué sur le plan en annexe 8 27 Plan d'installation de chantier, PE-Z00-99-GSSX-GC-PME-004-E, 7 juillet 2016.

Le maître prend en charge la mise en place du point d'alimentation général et les frais de consommation d'eau.

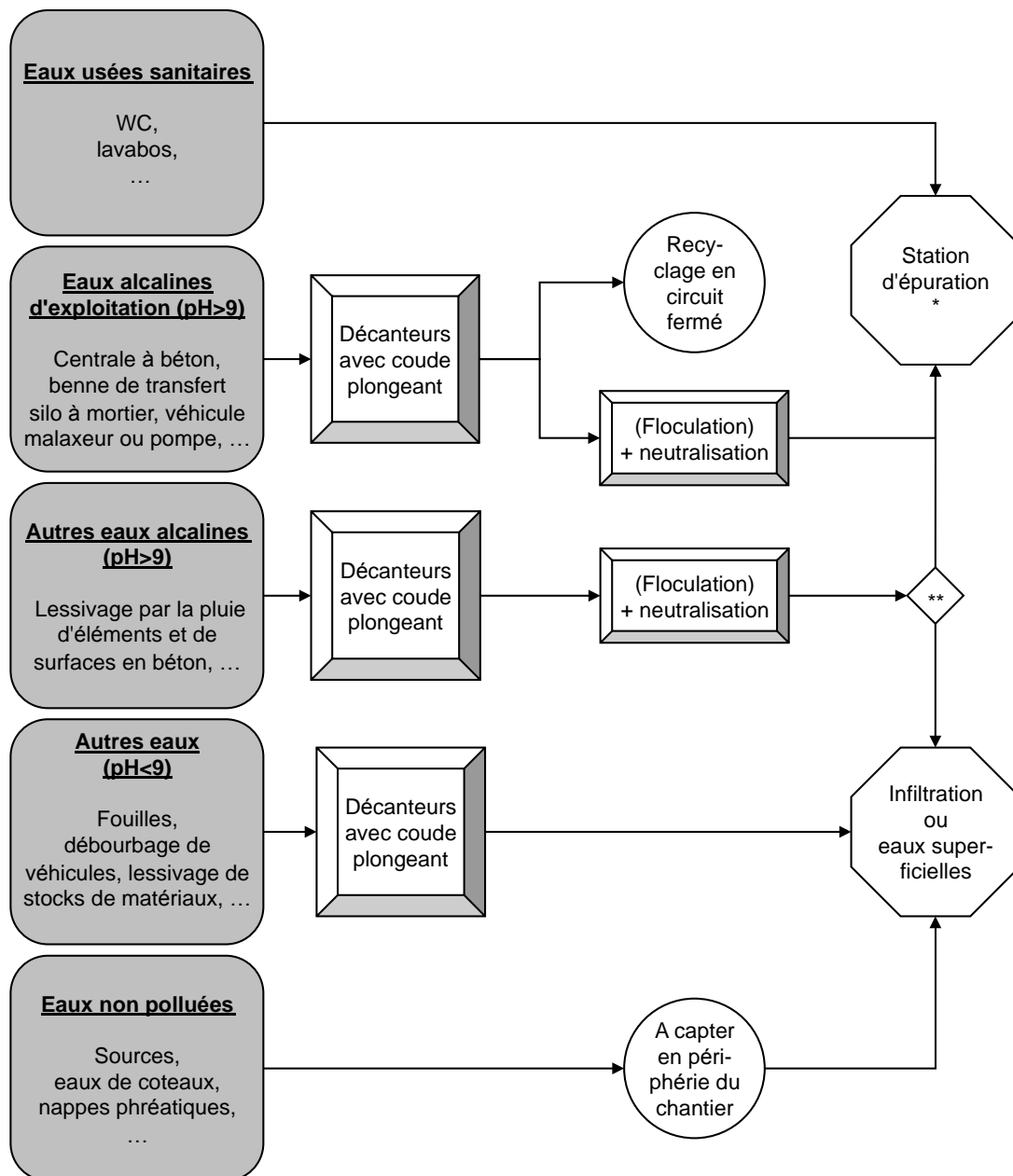
Alimentation en eau du second œuvre

Le maître installe une chèvre de chantier destinée aux entrepreneurs du second œuvre dans chaque nouvel ouvrage.

Traitement des eaux de chantier

Les eaux superficielles et souterraines doivent être protégées contre toute atteinte nuisible (Ordonnance sur la protection des eaux, OEaux). Les exigences sont précisées dans la norme sia 431 et la directive cantonale DCPE 872 (voir annexe 8 21 DCPE 872 – Directive cantonale - Gestion des eaux et des déchets de chantier, SESA septembre 2008), qui décrit le schéma de principe suivant :

SCHEMA DE PRINCIPE POUR LE TRAITEMENT ET LE DEVERSEMENT DES EAUX DE CHANTIER



* Pour les chantiers situés hors des zones raccordées à une station d'épuration, l'autorité cantonale peut autoriser l'infiltration des eaux alcalines d'exploitation traitées ou leur rejet dans les eaux superficielles

** En principe, ces eaux doivent être infiltrées ou rejetées dans les eaux superficielles. Dans certains cas particuliers (importance des surfaces bétonnées, nature des travaux spéciaux, ...), le déversement dans un collecteur d'eaux usées peut être envisagé avec l'accord des autorités communales et cantonales

Il convient de limiter la production d'eaux polluées, de les recycler dans la mesure du possible et de les éliminer d'une manière respectueuse de l'environnement.

Traitement des eaux du gros œuvre

L'entrepreneur remet à la DT le formulaire 71 de la Direction générale de l'environnement (DGE) "Gestion des eaux et des déchets de chantier" complété avant le début des travaux (voir annexe 8 26 Formulaire 71 – Gestion des déchets de chantier, DGE, janvier 2014).

L'entrepreneur doit obtenir toutes les autorisations nécessaires avant son intervention sur le chantier, notamment pour :

- le rabattement des eaux souterraines,
- les déversements d'eau dans un cours d'eau ou une canalisation,
- l'entreposage d'huile de chauffage, de diesel ou de liquides pouvant polluer les eaux.

Evacuation des eaux polluées

Toute possibilité de recycler les eaux sur le chantier doit être étudiée, notamment les eaux de lavage, les eaux de drainage ou les eaux de pompage dans les fonds de fouilles.

Des mesures de protection sont prises afin d'éviter l'écoulement non maîtrisé d'eaux de ruissellement turbides ou polluées dans les eaux de surface ou dans le terrain.

Le maître met en place et exploite une station de prétraitement des eaux polluées afin de respecter les normes de rejet. Cette station traite les types d'eaux suivantes :

- eaux de lavage contenant du lait de ciment : rinçage des camions et des installations de préparation de béton mobiles, eaux résiduelles de la fabrication du béton, etc. (décantation et neutralisation) ;
- eaux provenant d'une installation de concassage (décantation) ;
- eaux de fonds de fouille (décantation) ;
- eaux de débouillage de véhicules (décantation).

L'entrepreneur prévoit la construction et l'entretien des canalisations d'évacuation entre son emplacement de travail jusqu'à la station de prétraitement.

Les eaux usées des baraques de chantier, cantines et bureaux sont évacuées vers l'entrée de la STEP ou le canal d'amenée.

Pour le lavage des roues des véhicules à la sortie du chantier, le maître met en place et exploite une installation dédiée.

Entretien des machines et véhicules

Les machines de chantier sont maintenues de sorte à éviter les fuites de carburant ou de lubrifiant. Les conduites et les appareils hydrauliques sont inspectés régulièrement par l'entrepreneur dans le but de prévenir des fuites.

Leur ravitaillement en carburant peut se faire sur l'emplacement de travail, à la condition que toutes les précautions soient prises pour éviter des déversements accidentels d'hydrocarbures.

L'utilisation de lubrifiants biodégradables doit être favorisée.

L'entretien des machines de chantier et autres véhicules s'effectue dans des ateliers mécaniques en dehors du chantier.

Stockage de substances dangereuses pour les eaux

Les liquides pouvant altérer les eaux (huiles, lubrifiants, carburants, adjuvants pour le béton, liants hydrocarbonés, etc.) doivent être stockés sous abri, au-dessus d'un bac capable de retenir le liquide entreposé, conformément au document (voir annexe 8 21 DCPE 872 – Directive cantonale - Gestion des eaux et des déchets de chantier, SESA septembre 2008) "Principes pour le stockage et l'installation de récipients, conteneurs cadres et citernes mobiles contenant des liquides, pouvant polluer les eaux" (DCPE 872).

Déversement accidentel

L'entrepreneur tient à disposition sur le site de chantier du matériel absorbant destiné à intervenir en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures ou de produit polluant. Après utilisation, les résidus doivent être évacués et incinérés.

Tout déversement ou écoulement accidentel de produits pouvant mettre en danger la qualité des eaux ou des sols doit être annoncé sans délai à la DT.

a) Second œuvre

Le maître met à disposition à la déchèterie commune les fûts destinés à récupérer les eaux issues des activités du second œuvre. Tout déversement dans une canalisation est interdit.

4 46 Essais de charge et autres contrôles

Art. 139

Le chapitre 5.5.2 et 5.6 à 5.12 des CTG s'appliquent aux essais et preuve de performance des équipements électromécaniques.

5 METRES, ACOMPTES, GARANTIES ET DECOMPTE FINAL

5 2 Acomptes

Art. 144 al. 2

Chaque demande d'acompte indique le montant à payer. L'entrepreneur y joint la liste vérifiable (situation) de toutes les prestations qu'il a effectuées depuis le début des travaux jusqu'à la fin du mois considéré. Pour toutes les prestations et les installations de chantier, les demandes de paiement seront honorées selon les taux suivants :

- demandes d'acomptes selon situations estimatives: 80% ;
- demandes d'acomptes selon métrés contradictoires: 90% ;
- factures de régie et de variations de prix: 100%.

Art. 145

Conditions de paiement

- Toute demande d'acompte, de situation, d'échéancier de paiement doit porter l'adresse de facturation selon art. 38, faute de quoi celles-ci seront refusées, le délai de paiement ne commençant ainsi pas à courir.
- Les factures sont accompagnées des attachements, métrés ou de la situation de l'échéancier. Les attachements, métrés ou situation de l'échéancier sont signés par la DT ou son représentant, ainsi que par l'entrepreneur. Si elles parviennent à la DT ou à son représentant sans ces pièces, elles sont refusées et retournées immédiatement, le délai de paiement ne commençant ainsi pas à courir.
- Le paiement est effectué sous déduction de la retenue, des acomptes à la commande, des rabais, des escomptes et autres déductions contractuelles.
- Le délai de paiement est calculé dès la date de réception de la facture (le tampon de réception apposé par la DT fait foi). L'entrepreneur peut également envoyer sa facture par courrier recommandé, auquel cas celui-ci est réputé reçu à la date de sa remise ou de son retrait.
- A moins que le texte du contrat ne prescrive un autre délai de paiement, le maître de l'ouvrage effectue les paiements échus dans le délai de soixante jours.
- A moins que le texte du contrat ne prescrive autre chose, l'escompte accordé au maître est fixé à 3% à quarante cinq jours.
- A l'échéance de la date de paiement, le maître doit des intérêts moratoires qui s'élèvent à 4% par année.
- L'échéancier des travaux à forfait ou global est réajusté par le maître tous les trois mois en fonction de l'avancement effectif des travaux.
- L'échéancier des travaux aux métrés est réajusté par le maître tous les trois mois en fonction des attachements et métrés signés et acceptés par la DT.
- L'entrepreneur facture séparément le renchérissement tous les trois mois. Tous les justificatifs nécessaires doivent être annexés à la facture de renchérissement faute de quoi elle est refusée, le délai de paiement ne commençant ainsi pas à courir. La facture de renchérissement n'est pas soumise aux conditions des lettres c) à f) ci-dessus.
- L'entrepreneur facture séparément les travaux de régie tous les mois.

Art. 146

(Supprimé. Les demandes d'acomptes relatives aux installations de chantier sont traitées selon l'art. 144 al. 2.)

5 3 Garanties à fournir par l'entrepreneur jusqu'à la réception de l'ouvrage

Art. 150 al. 1

(Supprimé. Les garanties à fournir par l'entrepreneur jusqu'à la réception de l'ouvrage sont traitées selon l'art. 144 al. 2.)

Les garanties au début de chantier et les garanties de restitution d'acomptes sont émises par des instituts d'assurances ou bancaires. Elles sont toutes solidaires, irrévocables. Le maître peut exiger que ces garanties soient à première réquisition.

5 4 Décompte final

Art. 155 al. 1

Le solde dû à l'entrepreneur sera payé sous réserve que les conditions suivantes soient réunies :

- ouvrage réceptionné par l'ensemble des parties ;
- garanties fournies ;
- décompte final signé et accepté ;
- attestation fournie de règlement final de tous les sous-traitants et fournisseurs (fourniture par l'entrepreneur des preuves de paiement de tous les sous-traitants et de tous les fournisseurs, par exemple par la présentation d'une attestation du sous-traitant / fournisseur).

Le solde dû à l'entrepreneur sur la base du décompte final est échu à partir de la communication par la DT du résultat de sa vérification (art. 154 al. 2) et doit être payé dans les soixante jours (art. 190). Les montants qui restent contestés après la communication de la DT sont également échus s'ils devaient ultérieurement se révéler fondés. L'art. 152 demeure cependant réservé pour la partie de la créance correspondant à la retenue.

6 RECEPTION DE L'OUVRAGE ET RESPONSABILITE POUR LES DEFAUTS

6 1 Réception de l'ouvrage

6 12 Avis d'achèvement des travaux ; vérification commune

Art. 158 al. 1

L'entrepreneur ouvre la procédure de réception de l'ouvrage, en avisant la DT qu'il a achevé l'ouvrage ou une partie formant un tout (art. 157 al. 1). L'avis d'achèvement d'un ouvrage, ou d'une partie formant un tout et acceptée comme telle par la DT, nécessite la forme écrite.

6 13 Réception de l'ouvrage vérifié

Art. 162, 3e tiret

Lorsque le maître exige une réduction du prix conformément à l'art. 169 al. 1 ch. 2, l'ouvrage (ou la partie de l'ouvrage) est considéré comme reçu au moment où le montant de la réduction fait l'objet d'un accord écrit, signé par le maître et l'entrepreneur.

Art. 163

Tout défaut connu ou manifeste lors de la vérification commune doit être mentionné dans le procès-verbal de vérification. (Ce texte remplace l'art. 163 de la norme sia 118.)

6 14 Réception sans vérification

Art. 164 al. 1

Il n'y a pas de réception sans vérification.

6 2 Responsabilité pour les défauts

6 23 Responsabilité de l'entrepreneur dans des cas particuliers

Art. 167

L'entrepreneur répond aussi des défauts de l'ouvrage (art. 1) provenant de constructions ou de modes d'exécution qu'il a lui-même proposés ainsi que d'adaptations de constructions et de calculs statiques qu'il a lui-même effectués. (La dernière phrase est supprimée.)

6 3 Délai de dénonciation des défauts

6 31 Objet et durée

Art. 172

Le délai de dénonciation des défauts est de cinq ans.

Le délai de dénonciation des défauts concernant les étanchéités est de dix ans.

6 34 Vérification finale

Art. 177

Les parties procèdent en commun à une vérification finale de l'ouvrage six mois avant l'expiration du délai de garantie. Cette vérification fait l'objet d'un procès-verbal signé par les intéressés. L'entrepreneur, la DT et le maître y prennent part.

6 4 Situation à l'expiration du délai de dénonciation des défauts

6 42 Responsabilité pour les défauts cachés

Art. 179

L'entrepreneur répond des défauts cachés qui sont ceux que le maître découvre après l'expiration du délai de dénonciation des défauts (art. 172 ss) à la condition que le maître les lui signale aussitôt après leur découverte. Le maître fixe à l'entrepreneur un délai convenable pour les éliminer. Les articles 169 à 171 s'appliquent. (Ce texte remplace l'art. 179).

6 6 Garanties à fournir par l'entrepreneur après la réception

6 61 Cautionnement solidaire / garantie

Art. 181 al. 2

Les garanties après réception de l'ouvrage sont émises par des instituts d'assurances ou bancaires. Elles sont toutes solidaires, irrévocables et pour certaines à première réquisition.

Le montant de la garantie est égal au 10% de la somme totale des rémunérations dues par le maître à l'entrepreneur pour l'ensemble de l'ouvrage si cette somme n'excède pas Fr. 500'000.-. Dans le cas contraire s'y ajoutent le 5% de la tranche supérieure à Fr. 500'000.-. Le montant de la garantie ne dépassera pas Fr. 2'000'000.-.

6 62 Garantie en espèces

Art. 182

Les parties peuvent convenir de remplacer le cautionnement solidaire par la retenue en espèces. Ce montant ne porte pas intérêt.

7 EXTINCTION PREMATUREE DU CONTRAT ET DEMEURE DU MAÎTRE

7 2 Cas particuliers

7 24 Pertes de l'ouvrage

Art. 187 et 188

En cas de perte totale ou partielle de l'ouvrage, l'art. 376 CO est applicable. (Ce texte remplace les art. 187 et 188 de la norme sia 118.)

Art. 189 al. 1

Lorsque l'entrepreneur n'est pas pleinement indemnisé par les prestations touchées pour la perte de l'ouvrage et qu'il n'est pas couvert par son assurance, le maître peut lui céder ses droits éventuels à des prestations d'assurance pour la perte de l'ouvrage; la créance ne peut être cédée que dans la mesure où ces prestations dépassent le montant de la rémunération partielle due par le maître.

7 3 Demeure du maître

Art. 190 al. 1

A moins que le texte du contrat ne prescrive un autre délai de paiement (art. 21 al. 3), le maître effectue les paiements échus dans le délai de soixante jours. L'entrepreneur peut en outre le mettre en demeure par interpellation (art. 102 al. 1 CO). A partir de ce moment, le maître doit des intérêts moratoires. Le taux d'intérêt est fixé à l'art. 145, lettre g).

8 ANNEXES

8 1 Bases légales et normes

La présente annexe aux conditions générales donne un aperçu des dispositions applicables dans le cadre des chantiers effectués à la STEP de Vidy. Leur énumération n'est pas exhaustive.

Environnement

Législation fédérale

- Loi sur la protection de l'environnement (**LPE**)
- Ordonnance sur la protection de l'air (**OPair**)
- Ordonnance sur la protection contre le bruit (**OPB**)
- Ordonnance sur le traitement des déchets (**OTD**)
- Ordonnance sur les atteintes portées aux sols (**OSol**)
- Ordonnance sur les sites contaminés (**OSites**)
- Ordonnance sur les mouvements de déchets (**OMoD**)
- Loi sur la protection des eaux (**LEaux**)
- Ordonnance sur la protection des eaux (**OEaux**)
- Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (**LPN**)

Législation cantonale

- Loi sur la gestion des déchets (**LGD**)
- Règlement d'application de la loi sur la gestion des déchets (**RLGD**)
- Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions du 4 décembre 1985 (**LATC**, art. 103a: Diagnostic amiante)
- Loi cantonale du 10 décembre 1969 sur la protection de la nature des monuments et des sites (**LPNMS**) et son règlement d'application
- Loi forestière cantonale du 19 juin 1996 (**LVLFo**) et son règlement d'application
- Loi cantonale sur la protection des eaux contre la pollution (**LPEP**) et son règlement d'application

Directives

- **Déchets et eaux de chantier** : quand écologie rime avec économies (DGE - GEODE + FVE 2013)
- **DCPE 872** : Gestion des eaux et des déchets de chantier (SESA 2008)
- **DCPE 874** : Déchets de démolition des routes (DGE - GEODE 2013)
- **DCPE 875** : Stockage temporaire, recyclage et élimination des matériaux minéraux de chantiers (DGE - GEODE 2013) et ses annexes
- **EA1** : Principes pour le stockage et l'installation de récipients, conteneurs cadres et citernes mobiles contenant des liquides pouvant polluer les eaux (SESA 2006)
- **EA2** : Principes pour l'installation, l'authentification et l'entretien de postes de distribution mobiles de carburant diesel (SESA 2006)
- **Questionnaire particulier 71** Gestion des eaux et des déchets de chantier
- Directive fédérale sur le bruit des chantiers (OFEV 2006)

- Manuel d'application de la Directive sur le bruit des chantiers, Cercle Bruit, août 2005
- Directive fédérale "Protection de l'air sur les chantiers" (OFEV 2009)
- Directive fédérale "Valorisation des déchets de chantier minéraux" (OFEV 2006)
- Instructions "Evaluation et utilisation de matériaux terreux" (OFEFP 2001)
- Directive fédérale "Valorisation, le traitement et le stockage des matériaux d'excavation et déblais" (OFEFP 1999)

Normes d'associations professionnelles SIA, VSS, etc. et autres documents techniques dont notamment :

- Norme SN 592 000 "Evacuation des eaux des biens-fonds" (ASPEE 1990)
- Norme VSS 640 577a "Protection des arbres ", 2003
- Norme VSS 640 581a "Terrassement, sol - Bases", 1999
- Norme VSS 640 582 "Terrassement, sol - Inventaire de l'état initial, tri des matériaux terreux manipulés", 1999
- Norme VSS 640 583 "Terrassement, sol – Emprises et terrassement, entreposage, mesures de protection, remise en place et restitution", 2000
- Normes sia 118 Conditions générales pour l'exécution des travaux de construction ; dernière édition
- Normes sia 260 Bases pour l'élaboration des projets de structures porteuses
- Normes sia 261 Actions sur les structures porteuses
- Normes sia 262 Construction en béton
- Normes sia 263 Construction en acier
- Normes sia 267 Geotechnique
- Norme sia 430 "Gestion des déchets de chantier"
- Recommandation sia 431 "Evacuation et traitement des eaux de chantier"
- Recommandation sia 430 "Déchets de chantier"
- Classeur "Développement durable dans le gros-œuvre", Outil thématique Eaux. Société suisse des entrepreneurs

Assurance qualité

- Cahier technique sia 2007 "La qualité dans la construction - L'élaboration et l'usage des systèmes de gestion", 2001

Sécurité

- Loi sur le travail (**LTr**)
- Ordonnance 3 relative à la loi sur le travail (**OLT3**)
- Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (**OPA**)
- Ordonnance sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (ordonnance sur les travaux de construction, **OTConst**)
- Directive relative à l'appel à des médecins du travail et autres spécialistes de la sécurité au travail (directive MSST), directive particulière n° 6508, Commission fédérale de coordination pour la sécurité au travail (CFS)
- Règlement de prévention des accidents dus aux chantiers (**RPAC**)

- Directive sia 465 "Sécurité des ouvrages et des installations", 1998, Société suisse des ingénieurs et des architectes (sia)
- Gestion de la qualité: améliorer la sécurité – réduire les coûts. Plan de sécurité intégrale pour les ouvrages et installations d'après la directive sia 465, 2013, SUVAPro.

- 8 2 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE)**
- 8 3 Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage (LPN)**
- 8 4 Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC)**
- 8 5 Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux)**
- 8 6 Ordonnance sur la protection des eaux (OEaux)**
- 8 7 Ordonnance sur la protection de l'air (OPair)**
- 8 8 Ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB)**
- 8 9 Ordonnance sur le traitement des déchets (OTD)**
- 8 10 Ordonnance sur les mouvements de déchets (OMoD)**
- 8 11 Ordonnance sur les atteintes portées aux sols (OSol)**
- 8 12 Ordonnance sur l'assainissement des sites pollués (Ordonnance sur les sites contaminés, OSites)**
- 8 13 Loi sur la gestion des déchets**
- 8 14 Règlement d'application de la loi du 5 septembre 2006 sur la gestion des déchets (RLGD)**
- 8 15 Loi forestière (LVLFo)**
- 8 16 Règlement d'application de la loi forestière du 19 juin 1996 (RLVLFo)**
- 8 17 Loi sur la protection des eaux contre la pollution (LPEP)**
- 8 18 Règlement d'application de la loi du 17 septembre 1974 sur la protection des eaux contre la pollution (RLPEP)**
- 8 19 Loi sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS)**
- 8 20 Règlement d'application de la loi du 10 décembre 1969 sur la protection de la nature, des monuments et des sites (RLPNMS)**

- 8 21 DCPE 872 – Directive cantonale - Gestion des eaux et des déchets de chantier, SESA septembre 2008**
- 8 22 DCPE 874 – Directive cantonale - Déchets de démolition des routes, DGE, novembre 2013**
- 8 23 Déchets et eaux de chantier, DGE, mai 2013**
- 8 24 Environnement appliqué EA1 – Principes pour le stockage et l'installation de récipients, conteneurs cadres et citernes mobiles, contenant des liquides pouvant polluer les eaux, SESA, novembre 2006**
- 8 25 Environnement appliqué EA2 - Principes pour l'installation, l'authentification et l'entretien de postes de distribution mobiles de carburant diesel**
- 8 26 Formulaire 71 – Gestion des déchets de chantier, DGE, janvier 2014**
- 8 27 Plan d'installation de chantier, PE-Z00-99-GSSX-GC-PME-004-E, 7 juillet 2016**
- 8 28 Loi fédérale sur le travail dans l'industrie, dans l'artisanat et dans le commerce (LTR)**
- 8 29 Ordonnance 3 relative à la loi sur le travail (Hygiène, OLT 3)**
- 8 30 Ordonnance sur la prévention des accidents et des maladies professionnelles (Ordonnance sur la prévention des accidents, OPA)**
- 8 31 Ordonnance sur la sécurité et la protection de la santé des travailleurs dans les travaux de construction (OTConst)**
- 8 32 Gestion de la sécurité : améliorer la sécurité – réduire les coûts, suvapro, juillet 2013**
- 8 33 Manuel d'application de la directive sur le bruit des chantiers, Cercle bruit, août 2005**
- 8 34 Règlement de prévention des accidents dus aux chantiers (RPAC)**
- 8 35 Directive relative à l'appel à des médecins du travail et autres spécialistes de la sécurité au travail (MSST), CFST, janvier 2007**

- 8 36 Schéma de calcul SSE**
- 8 37 Schéma des charges sur salaire SSE**
- 8 38 Modèle « Ordre de travail »**
- 8 39 Modèle de document – Sous-traitant dont le siège ou le domicile est en Suisse**
- 8 40 Modèle de document – Sous-traitant dont le siège ou le domicile est à l'étranger**
- 8 41 Plan général de coordination sécurité, TP-Z00-99-ECOS-GE-PCN-001-c-PGCS v060818, du 6 août 2018**